



Municipales : un échec cuisant pour Emmanuel Macron

Olivier Costa

► To cite this version:

| Olivier Costa. Municipales : un échec cuisant pour Emmanuel Macron. 2020. halshs-02888126

HAL Id: halshs-02888126

<https://shs.hal.science/halshs-02888126>

Submitted on 22 Sep 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Municipales : un échec cuisant pour Emmanuel Macron

Olivier Costa

Le second tour a été une débâcle pour le parti présidentiel. Et ce en dépit d'une série d'alliances avec la droite qui aurait pu mettre La République en marche (LREM) en bonne posture dans plusieurs grandes villes françaises. À l'exception de Toulouse, où LREM soutenait le maire LR sortant, et du Havre, où le premier ministre (non-encarté LREM) est réélu, l'échec est total pour un parti fragilisé par ses choix [stratégiques](#). Comment l'expliquer et quelles seront les conséquences pour Emmanuel Macron ?

Un contexte politique difficile

Les élections municipales arrivent souvent à contretemps pour la [majorité gouvernementale](#). Celles de 2020 n'ont pas fait exception. Elles sont intervenues à mi-mandat présidentiel, après la séquence éprouvante des [« gilets jaunes »](#), les vives oppositions aux réformes des retraites et de l'hôpital, et dans le contexte inédit de la crise du Covid. LREM a également dû faire face à son manque de moyens humains et de réseaux à l'échelle locale et à une [vague de dissidences](#), qui ont dispersé les voix et érodé l'image du parti.

En vue du second tour, afin de présenter un bilan acceptable, le parti a donné la priorité aux fusions avec des listes susceptibles de l'emporter – plutôt qu'au maintien ou au retrait. En venant faire l'appoint de listes issues des partis traditionnels, LREM a renoncé à sa prétention à faire de la politique autrement.

Pourtant, un parti vieux de quatre ans à peine, qui n'a jamais concouru à une élection locale, aurait pu faire le choix de siéger dans l'opposition, de prendre le temps de s'installer dans le paysage politique et de faire connaître ses leaders et ses idées. Car LREM ne résulte pas d'un simple changement d'enseigne d'un parti existant : c'est une formation politique nouvelle, qui [a trouvé sa place](#) sur l'échiquier politique en séduisant les militants, électeurs et élus issus d'autres partis.

Les exploits électoraux de 2017 n'étaient cependant pas reproductibles à l'échelle municipale. Emmanuel Macron a certes été élu dès sa première tentative, mais il a bénéficié pour cela d'un concours de circonstances assez extraordinaire (divisions de la gauche, hésitations des écologistes, affaire Fillon).

Quant au succès de LREM aux [législatives](#), il résulte moins des vertus de ses candidats – pour la plupart de parfaits inconnus – que de la volonté des électeurs de donner une majorité au nouveau Président.

Une faible implantation locale et une idéologie peu lisible

Il est normal pour un parti aussi jeune que LREM d'avoir des difficultés à s'implanter localement. Le Rassemblement national, qui joue un rôle central dans le paysage politique français depuis plus de 30 ans, ne dispose toujours pas d'un tel ancrage – hormis dans quelques bastions comme Béziers, Hayange ou Beaucaire.

À cela s'ajoute que le parti présidentiel s'est construit dans la revendication de la possibilité d'agir sans structure territoriale, sans décentralisation et sans responsables locaux [influent](#).

Mais mobiliser les électeurs sur des enjeux et candidats locaux au fil de 30 000 campagnes électorales différentes est autrement plus difficile que de les convaincre de la nécessité d'une alternance politique à l'échelle nationale.

En outre, le « [dégagisme](#) » est difficile à assumer et ne constitue pas une idéologie. Après avoir habilement joué du ras-le-bol des citoyens vis-à-vis des partis traditionnels et vanté l'avènement d'un nouveau monde politique, le parti présidentiel a été contraint de nouer des alliances avec nombre de vieux barons de la politique locale, reniant ainsi ses critiques.

Par ailleurs, au-delà de l'estime que certains électeurs ont pour le Président et son goût pour le changement, le mérite, le pragmatisme ou encore l'intégration européenne, on peine à saisir la [ligne idéologique](#) du parti. Celle-ci reste squelettique et les alliances électorales de circonstance ne la rendent pas plus lisible.

Un tropisme droitier risqué

Un entre-deux-tours d'une durée inédite (quinze semaines, contre une habituellement) a autorisé des négociations poussées entre les différentes listes. Dans la plupart des cas, LREM a choisi de s'allier avec la droite, plutôt que de se maintenir, de se retirer ou de fusionner avec la gauche.

Officiellement, le parti n'avait pourtant pas de stratégie nationale et devait évaluer les situations au cas par cas. Pour justifier un tropisme droitier manifeste, les responsables du parti ont fait valoir que leurs démarches n'avaient guère rencontré d'écho à gauche et chez les écologistes.

On note aussi que les artisans les plus emblématiques du rapprochement avec la droite sont des fidèles du Président – qu'il s'agisse d'[Alain Fontanel à Strasbourg](#) ou de [Thomas Cazenave](#) à Bordeaux. Il est peu probable qu'ils aient fait ce choix inattendu sans l'aval d'Emmanuel Macron.

Enfin, on remarque que les responsables nationaux du parti se sont fortement mobilisés pour [mettre en garde](#) les électeurs contre l'écologie radicale, les accointances entre verts et rouges, et la présence sur les listes d'union de la gauche de candidats issus du Parti communiste et de La France insoumise (LFI), adoptant ainsi un discours habituellement entendu à [droite](#).

« LREM ou le chaos » : une injonction qui ne passe plus

Cette stratégie a suscité une hémorragie de votes. Comment s'en étonner ? On voit mal pourquoi les électeurs issus de la gauche – qui ont massivement contribué au succès du parti présidentiel jusqu'à [présent](#) – auraient voté pour des listes dominées par Les Républicains,

affrontant des listes d'union de la gauche ou écologistes. Selon nos calculs, à Strasbourg, près de la moitié des électeurs de la liste LREM au premier tour ont voté pour la candidate écologiste au second tour, plutôt que pour l'alliance LR-LREM.

La stratégie politique d'Emmanuel Macron a vécu. Celui-ci a gagné les élections présidentielles et législatives en dramatisant les enjeux : « c'est moi ou l'extrême droite ». Il a scénarisé les élections européennes de la même manière : « c'est LREM ou la fin de l'Europe ».

Mais cette approche ne pouvait opérer pour des élections locales : au premier tour les électeurs avaient le choix entre de multiples listes, et au second, ils n'ont guère été effrayés par le péril vert-rouge. En somme, Emmanuel Macron n'a pas pu dramatiser le scrutin municipal dans le registre : « LREM ou le chaos ».

Quelles conséquences pour le parti ?

L'opportunisme électoral de LREM laissera des traces, car le parti a pris un double risque. Le premier est de contribuer à la renaissance de la droite, qui [l'a emporté](#) dans plus de la moitié des villes de plus de 9 000 habitants.

Le choix du parti présidentiel s'explique sans doute par sa volonté d'occuper cet espace politique avant que les partis de droite ne se réorganisent, les stratèges de LREM les considérant a priori comme plus menaçants que ceux de gauche.

Mais, ce faisant, les partis de droite sont à nouveau au centre du débat politique. Et, dans les rares cas où la stratégie d'alliance à LR-LREM a été gagnante – comme à Toulouse ou au Havre –, ce sont des leaders de droite qui en ont bénéficié.

Le second risque pour LREM est de renvoyer ses électeurs de gauche vers leur parti d'origine ou chez les écologistes. Un responsable politique charismatique peut certes convaincre ses soutiens de le suivre dans telle ou telle aventure ou alliance ; mais la quasi-totalité des candidats LREM, aux municipales hier et aux départementales et aux régionales demain, sont des inconnus qui bénéficient d'un vote sur étiquette et ne peuvent amener des électeurs à voter contre leur sensibilité.

Une repolarisation du débat politique

Les élections municipales ont été l'occasion d'une repolarisation du débat politique en France. On sort du duel entre LREM et le RN qui a dominé les élections présidentielles et les européennes, pour entrer dans une compétition plus large, où la gauche, la droite et les écologistes ont toute leur place.

Le Président va devoir désormais préciser – notamment à l'occasion d'un possible remaniement ministériel – quelle politique il entend mener d'ici 2022, et avec quels alliés.

Le temps presse, car l'hémorragie des électeurs macronistes vers les partis de gauche et les écologistes est massive. La situation évoque une séquence du film *Aprile*, journal intime du réalisateur et acteur Nanni Moretti. Celui-ci est dans son salon, assis devant sa télévision. Survolté, il suit un débat électoral qui met aux prises Silvio Berlusconi et Massimo d'Alema,

alors leader de la gauche. Le premier part dans une longue tirade pour dénoncer le complot ourdi par les juges rouges, face à un d'Alema impassible. Nanni Moretti, n'y tenant plus, se lève pour arpenter la pièce en criant : « D'Alema, dis quelque chose de gauche ! »